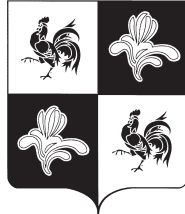


**Parlement francophone bruxellois**  
(Assemblée de la Commission communautaire française)



20 janvier 2026

---

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

---

**PROJET DE DÉCRET**

**portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique  
et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement,  
fait à Bruxelles le 16 février 2022**

**RAPPORT**

fait au nom de la commission des Affaires générales et résiduelles,  
de la Cohésion sociale et des Infrastructures sportives

par M. Sadik KÖKSAL

**SOMMAIRE**

1. Désignation du rapporteur.....	3
2. Exposé de M. Bernard Clerfayt, ministre en charge des Relations internationales .....	3
3. Discussion générale .....	3
4. Examen et vote des articles .....	4
5. Vote de l'ensemble du projet de décret.....	4
6. Approbation du rapport.....	4
7. Texte adopté par la commission.....	4

---

*Ont participé aux travaux :* M. Mustapha Akouz, M. Abdourahmane Baldé, Mme Aurélie Czekalski, Mme Nadia El Yousfi, M. Sadik Köksal, M. Mohamed Ouriaghli (président), Mme Patricia Parga Vega, M. Oliver Rittweger de Moor, Mme Farida Tahar, M. Gaëtan Van Goidsenhoven et M. Olivier Willocx, ainsi que M. Bernard Clerfayt (ministre).

Mesdames,  
Messieurs,

La commission des Affaires générales et résiduelles, de la Cohésion sociale et des Infrastructures sportives a examiné, en sa réunion du 20 janvier 2026, le projet de décret portant assentiment à l'Accord de siège entre le Royaume de Belgique et l'Autorité intergouvernementale pour le Développement, fait à Bruxelles le 16 février 2022.

## 1. Désignation du rapporteur

À l'unanimité des 11 membres présents, M. Sadik Köksal est désigné en qualité de rapporteur.

## 2. Exposé de M. Bernard Clerfayt, ministre en charge des Relations internationales

**M. Bernard Clerfayt (ministre en charge des Relations internationales)** a le plaisir aujourd'hui de soumettre à l'approbation de la commission deux accords internationaux.

Le premier accord concerne l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) qui a été créée en 1996 et qui a succédé à l'Intergovernmental Authority on Growth and Development, créée en 1986 à Djibouti par six États de l'Afrique de l'Est pour mieux coordonner la lutte contre la faim, la dégradation de l'environnement et la dépression économique dans la région. Le champ d'action de l'IGAD comprend la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la paix et la sécurité, la coopération économique et le développement social entre les pays partenaires.

Cette organisation compte aujourd'hui sept États membres. Le présent accord de siège leur permet d'avoir un siège à Bruxelles et de bénéficier d'une série d'avantages diplomatiques liés au fait qu'ils auront ici une implantation. Ce présent accord vise à préciser certains aspects relatifs aux privilèges et immunités accordés par la Belgique au bureau de l'organisation afin d'assurer le bon fonctionnement de celui-ci.

Le siège principal reste celui présent à Djibouti, mais ils ont un bureau à Bruxelles, capitale des institutions européennes. Lors de sa réunion du 25 avril 2023, le groupe de travail « Traités mixtes » qui réunit toutes les instances belges qui ont à discuter des traités internationaux a établi le caractère mixte de l'accord de siège et a donc déclaré tant le Gouvernement fédéral que celui des Communautés, des Régions et

de la Commission communautaire française comme étant compétents pour l'adoption de ce traité.

Le ministre demande dès lors à la commission et à l'Assemblée de la Commission communautaire française de porter son assentiment au présent traité.

Il faut reconnaître que la part des compétences de la Commission communautaire française qui s'appliquent aux immunités et privilèges de siège de ce bureau est assez marginale. C'est sûrement plus important pour les questions de documents, de passeport, de sécurité et autres éléments qui relèvent plutôt des compétences fédérales ou des compétences de santé, de sécurité sociale ou autres qui sont accordées.

## 3. Discussion générale

**Mme Farida Tahar (Ecolo)** remercie le ministre et précise que le groupe Ecolo soutiendra le projet de décret soumis.

Pour **M. Mustapha Akouz (PS)**, l'installation d'un bureau de liaison délégué à Bruxelles renforce le rôle international de la région et confirme l'engagement de la Belgique et des entités fédérées en faveur de la coopération internationale, de la paix et du développement durable. Cet accord encadre de manière rigoureuse les privilèges et immunités accordées à l'organisation et à son personnel.

Ceux-ci sont strictement limités à l'exercice des missions officielles et ne peuvent en aucun cas entraver le fonctionnement de la justice ni porter atteinte à l'état de droit ou aux principes de transparence. Pour le groupe PS, l'accueil d'organisations internationales doit toujours s'inscrire dans le respect des valeurs démocratiques, sociales et humaines. C'est pour ces raisons que le groupe PS votera en faveur de ce projet de décret.

**M. Bernard Clerfayt (ministre en charge des Relations internationales)** remercie M. Mustapha Akouz et son groupe d'avoir fait une lecture attentive de cet accord et de souligner que cela fait partie du rôle de capitale internationale que d'accueillir sur le territoire de Bruxelles beaucoup d'organisations. Ces projets de décret sont des textes qui peuvent paraître un peu byzantins par rapport aux compétences de la Commission communautaire française mais qui sont essentiels pour le rôle de Bruxelles comme capitale internationale.

#### **4. Examen et vote des articles**

##### *Article premier*

Il ne suscite pas de commentaire et est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

##### *Article 2*

Il ne suscite pas de commentaire et est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

#### **5. Vote de l'ensemble du projet de décret**

L'ensemble du projet de décret a été adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

#### **6. Approbation du rapport**

La commission fait confiance au président et au rapporteur pour la rédaction du rapport.

#### **7. Texte adopté par la commission**

Il est renvoyé au texte du projet de décret tel qu'il figure au document parlementaire 48 (2025-2026) n° 1.

*Le Rapporteur,*

Sadik KÖKSAL

*Le Président,*

Mohamed OURIAGHLI